

France

Rapports nationaux sur l'exercice des droits de l'homme - 2005

Publié par l'Office de la démocratie, des droits de l'homme et du travail

8 mars 2006

La France, qui compte environ 62,9 millions d'habitants, est une démocratie constitutionnelle pluripartite. L'Union pour un Mouvement Populaire (UMP) est le parti au pouvoir et Jacques Chirac est Président de la République. Les dernières élections ont eu lieu en 2002 et elles ont été jugées libres et équitables. Le pouvoir civil a maintenu dans l'ensemble un contrôle effectif sur les forces de l'ordre. Le gouvernement respecte généralement les droits fondamentaux de ses citoyens. Toutefois, quelques problèmes sont à signaler dans des domaines particuliers :

- répression excessive par certains membres des forces de l'ordre
- surpopulation carcérale
- longueur excessive de la détention préventive
- lenteurs de la justice
- agressions à l'encontre de musulmans
- agressions antisémites
- violences à l'encontre des femmes
- enfants violentés et mariages d'enfants
- traite des personnes
- discrimination fondée sur l'origine ethnique

RESPECT DES DROITS DE L'HOMME

Section 1. Respect de l'intégrité de la personne, et notamment absence de :

a. Privation arbitraire ou illégale de la vie

Le gouvernement et ses agents n'ont pas commis d'assassinat politique. Toutefois, le ministère de la Défense a confirmé officiellement que des soldats français déployés en Côte d'Ivoire dans le cadre d'une mission de maintien de la paix des Nations Unies étaient responsables de la mort par étouffement du ressortissant ivoirien Firmin Mahé, survenue le 13 mai. A la fin de l'année, un adjudant-chef avait été placé en détention provisoire pour ce crime, et la justice militaire enquêtait sur un colonel soupçonné d'en avoir donné l'ordre et sur deux soldats du rang pour ne l'avoir pas empêché. Le général Henri Poncet, ancien commandant en chef de la force d'intervention française en Côte d'Ivoire, et son adjoint, le général Renaud de Malaussène, ont tous deux fait l'objet d'un blâme et été relevés de leur commandement pour avoir couvert le rôle des Français dans ce décès. A la fin de l'année, l'armée avait ouvert une enquête sur le rôle du général Poncet dans cette affaire.

En février, six Rwandais ont déposé des plaintes pour « complicité de génocide et/ou complicité de crimes contre l'humanité » visant des soldats français en mission dans leur pays pendant le génocide de 1994. En décembre, un tribunal militaire a ouvert une instruction sur les accusations de deux des plaignants, et notamment celle qui met en cause les soldats pour avoir assisté à des massacres sans intervenir et même pour avoir prêté main forte à leurs auteurs. Les autorités militaires françaises ont démenti que des militaires français aient assisté ou dirigé des milices impliquées dans le génocide et, en 1998, une mission parlementaire a conclu à l'absence de responsabilité de l'armée française.

A la fin de l'année, la Commission Nationale de Déontologie de la Sécurité (CNDS) et la Ligue des Droits de l'Homme (LDH) n'avait pas publié leurs rapports sur la mort d'un homme survenue en janvier 2004 après le jet de gaz lacrymogènes par la police.

Les morts imputées à la police en 2003 n'ont donné lieu à aucun nouveau développement.

b. Disparitions

Aucune disparition à caractère politique n'a été signalée.

c. Torture et autre peine ou traitement cruel, inhumain ou dégradant

La loi interdit de telles pratiques. Cependant, des cas de répression excessive par les forces de l'ordre ont été signalés de temps en temps, notamment pendant la période de troubles dans les banlieues d'octobre et novembre. On a fait aussi état de mauvais traitements dans les prisons. Les autorités ont ouvert des enquêtes sur les abus et puni les responsables quand les accusations étaient fondées.

Un rapport d'Amnesty International, paru en avril, affirme cependant que l'absence de sanction de ces abus par le gouvernement fait régner un climat où les policiers bénéficient d'une impunité de fait, tandis que la population perd confiance dans les forces de l'ordre, qu'elle soupçonne de ne pas toujours respecter la loi ni d'avoir à rendre compte de leurs actions. Dans son rapport sur l'année 2004, publié le 16 avril, la CNDS fait état de « violations significatives » par des membres des forces de sécurité et d'une augmentation des plaintes déposées contre des policiers accusés de mauvais traitements et de violences. Le nombre de cas traités par les tribunaux est passé de 70 en 2003 à 107 en 2004.

Des officiers de police ont été filmés alors qu'ils frappaient un jeune homme pendant les émeutes du début novembre (voir section 5).

L'enquête ouverte sur un incident de février 2004 au cours duquel trois officiers de police sont accusés d'avoir battu et sodomisé un conducteur et un quatrième d'avoir détruit des preuves n'était pas terminée à la fin de l'année.

Le 13 juillet, la CNDS a rendu une décision dans l'affaire de Sukhwinder Singh, un demandeur d'asile indien qui aurait été battu par un officier de police qui lui aurait aussi volé son argent alors qu'il l'arrêtait pour vente à la sauvette. La CNDS a jugé que non seulement les actes du policier incriminé étaient contraires au code de conduite des forces de sécurité mais qu'ils étaient passibles de la justice pénale. La CNDS n'a pas fait pas de recommandation particulière parce que le policier concerné a déjà été relevé de ses fonctions et que des poursuites judiciaires sont en cours.

Deux des trois officiers de police lillois accusés d'avoir violé une prostituée en 2003 ont été libérés sous strict contrôle judiciaire et

les poursuites intentées contre le troisième ont abouti à un non-lieu. L'affaire n'avait pas encore été jugée à la fin de l'année.

En Corse, la violence des indépendantistes, dirigée à la fois contre les populations immigrées et contre les autorités, continue de préoccuper le gouvernement qui a pris des mesures pour traiter le problème (voir section 5)

Conditions de vie dans les prisons et les centres de détention

Les conditions de vie dans les prisons sont dans l'ensemble conformes aux normes internationales, mais des organisations non-gouvernementales (ONG) dignes de foi soulignent la surpopulation et les conditions d'hygiène inacceptables régnant dans certaines prisons. Le gouvernement a poursuivi son programme de rénovation des institutions pénitentiaires. Selon le ministère de la Justice, il y avait 57 163 personnes en détention le 1^{er} octobre dans des installations conçues pour en accueillir 51 114, soit un taux de surpopulation de 112%.

On n'a pas recensé en 2005 de morts de prisonniers résultant de mauvais traitements ou de conditions trop dures. Mais les suicides en prison sont devenus un problème ces dernières années. D'après le ministère de la Justice, 53 suicides ont été enregistrés pendant les six premiers mois de l'année ; il y en avait eu 115 en 2004.

Le 20 octobre, l'Observatoire international des prisons a publié un rapport dénonçant la surpopulation des prisons et leur insalubrité. Le rapport signale aussi une augmentation de la consommation de drogues dans les prisons, en soulignant que de plus en plus de détenus requièrent des soins psychiatriques et médicaux, mais que le personnel pénitentiaire n'est qualifié ni pour diagnostiquer ces besoins ni pour les traiter.

Le gouvernement a autorisé des observateurs indépendants des droits de l'homme à visiter des prisons.

d. Arrestations et détentions arbitraires

La loi interdit les arrestations et détentions arbitraires, et le gouvernement respecte généralement cette interdiction. Préoccupante, en revanche, est la longueur des détentions préventives.

Rôle de la police et des forces de sécurité

La sécurité nationale est assurée par les effectifs civils de la police nationale (118 000 membres), qui opèrent sous l'autorité du ministère de l'Intérieur et une force militaire de 90 000 gendarmes, qui dépendent conjointement des ministères de l'Intérieur et de la Défense. Policiers et gendarmes sont généralement considérés comme efficaces.

Malgré les critiques de certains observateurs des droits de l'homme, tels Amnesty International, l'impunité n'a pas été un problème. L'Inspection générale de la police nationale et la Police judiciaire ont enquêté sur les allégations de brutalités policières et engagé des poursuites quand elles étaient justifiées. La CNDS, organisme indépendant, a enquêté sur les cas où le comportement de la police nationale ou municipale, de la gendarmerie et des services de sécurité privés était mis en cause et elle a remis ses conclusions au Premier Ministre. La Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (CNCDH) a également surveillé la conduite de la police. De façon générale, la corruption n'est pas un problème. Le gouvernement a vigoureusement enquêté sur les cas de corruption policière et poursuivi les coupables.

Arrestation et détention

La loi exige que les policiers obtiennent un mandat avant de procéder à une arrestation. Les individus sont appréhendés ouvertement avec des mandats s'appuyant sur des preuves suffisantes et délivrés par des fonctionnaires dûment autorisés. Les personnes arrêtées disposent du droit de faire évaluer promptement la légalité de leur détention, et les autorités respectent ce droit dans les faits. Ils sont rapidement informés des charges retenues contre eux. Il existe un système de liberté sous caution et il est utilisé. En règle générale, les détenus ont rapidement accès à un avocat. Toutefois, dans les cas de terrorisme et de quelques autres crimes graves, un suspect peut rester en garde à vue jusqu'à 96 heures sans pouvoir contacter un avocat. Quand une personne arrêtée est indigente, l'Etat lui fournit un avocat.

Aucun prisonnier politique n'a été signalé.

Les lenteurs de la justice et la longueur des détentions préventives posent problème. En principe, la détention préventive n'est autorisée que si le détenu encourt une peine de prison supérieure à trois ans pour un crime contre les personnes et supérieure à cinq ans pour une

atteinte aux biens. Pourtant, certains suspects passent plusieurs années en prison avant d'être jugés. Les responsables blâment l'insuffisance des crédits alloués à l'instruction des dossiers et à la procédure judiciaire pour cet état de fait. Au mois de juillet, 35% des personnes détenues en France attendaient d'être jugées.

e. Refus de procès public équitable

La Constitution établit l'indépendance du système judiciaire et le gouvernement la respecte en général.

La justice est à trois niveaux, comportant des tribunaux locaux, trente-cinq cours d'appel régionales et une juridiction suprême, la Cour de cassation, qui ne juge pas le fond mais le droit.

La justice pénale comporte trois types de juridictions : tribunal de police pour les infractions, tribunaux correctionnels pour les délits et cours d'assises pour les crimes les plus graves.

En cas de crime grave, le juge d'instruction peut faire incarcérer les suspects tandis qu'il instruit leur affaire. La chambre d'accusation examine les actes du juge d'instruction afin de déterminer le bien fondé des chefs d'accusation retenus.

Déroulement du procès

Le droit d'un accusé à un procès équitable est garanti par la Constitution et une magistrature indépendante assure son exercice. Les procès sont publics et se déroulent sous la présidence d'un juge, assisté ou non d'assesseurs en fonction de la gravité de l'affaire. En cas de crime encourant une peine supérieure à dix ans d'emprisonnement, un jury populaire détermine la culpabilité de l'accusé avec l'aide des magistrats qui ont siégé au procès. Pour assurer sa défense, l'accusé a la possibilité d'interroger les témoins à charge et de présenter au tribunal ses propres témoins et pièces à conviction. Les accusés et leurs avocats ont accès aux preuves retenues contre eux par le procureur. L'accusé bénéficie de la présomption d'innocence et du droit d'interjeter appel.

Un tribunal des armées est chargé de juger les crimes commis hors de France par des militaires. Il prononce chaque année de 300 à 350 jugements. C'est ce tribunal qui a enquêté sur la mort de Mahé et sur les accusations portées contre des militaires français à propos du génocide rwandais (voir section 1.a.). Ce tribunal applique la plupart

des règles de la procédure civile, toutefois le procureur demande généralement conseil aux autorités militaires avant d'entamer des poursuites, et on a fait état de difficultés pour obtenir communication de pièces classées « secret défense ». Un ancien procureur a critiqué l'influence de l'armée sur le tribunal et il s'est demandé s'il ne conviendrait pas de le supprimer.

Prisonniers politiques

On ne signale pas de prisonnier politique.

f. Ingérence arbitraire dans la vie privée, la famille, le lieu d'habitation ou la correspondance

La loi interdit de telles pratiques et elle est généralement respectée par les autorités.

Le 9 novembre, le tribunal correctionnel de Paris a condamné six des douze personnes inculpées dans l'affaire « de la cellule de l'Elysée ». Accusés d'avoir illégalement écouté les conversations téléphoniques de près de 150 personnes entre 1983 et 1986, ils ont été condamnés à des peines de prison avec sursis de six à huit mois accompagnées d'amendes allant jusqu'à 5 000 euros. Le tribunal a imputé à l'ancien président François Mitterrand l'ultime responsabilité dans cette affaire, en notant qu'il avait pris la décision de créer le groupe responsable des écoutes illégales et qu'il savait que ces écoutes avaient été mises en place.

Section 2. Respect des libertés individuelles, et notamment de :

a. La liberté de la parole et de la presse

La liberté de la parole et celle de la presse sont garanties par la Constitution et, dans les faits, le gouvernement les respecte en général. Toutefois, la loi de 1881 qui interdit de calomnier les chefs d'Etat, et pourrait être utilisée pour limiter la liberté d'expression, n'a toujours pas été abrogée.

En 2004, en réponse aux sermons de prêcheurs musulmans identifiés comme constituant une menace pour l'ordre public par leurs incitations à la violence, l'Assemblée nationale a voté une loi déclarant que tout étranger coupable d'actes de « provocation explicite et délibérée à la discrimination, à la haine ou à la violence contre une personne déterminée ou un groupe de personnes » pourra faire l'objet d'une mesure d'expulsion.

Le 22 décembre, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a jugé que le gouvernement français avait violé la liberté d'expression de Christian Paturel, auteur du livre *Sectes, religions et libertés publiques*, paru en 1996, dans lequel il attaque les organisations de lutte contre les sectes qui perçoivent des subventions de l'Etat, et notamment l'Union Nationale des Associations de Défense des Familles et de l'Individu (UNADFI). Celle-ci avait porté plainte et, en 1997, Paturel et son éditeur avaient été reconnus coupables de diffamation, jugement ensuite confirmé en appel. Mais la CEDH, contredisant les tribunaux français, a jugé que des organisations comme l'UNADFI étant « dans le domaine public », elles devaient « faire preuve d'un plus grand degré de tolérance à l'égard des critiques formulées par des opposants au sujet de leurs objectifs ». La CEDH a également jugé inappropriée la combinaison d'amendes et de dommages prononcée par la justice française. Elle a accordé 6 900 euros de dommages à Paturel et condamné ses adversaires à 7 820 euros de frais de justice.

Les médias indépendants ont travaillé librement et ils ont pu exprimer une variété d'opinions sans contrainte.

Il n'y a pas eu d'entrave gouvernementale au fonctionnement de l'Internet ni d'ingérence dans la liberté d'expression au sein des universités.

b. Liberté de réunion et d'association

La loi garantit la liberté de réunion et d'association et, en règle générale, le gouvernement la respecte.

c. Liberté de culte

La loi garantit la liberté de culte et, en règle générale, le gouvernement la respecte dans les faits. La loi de 1905 instaurant la séparation de l'Eglise et de l'Etat interdit toute discrimination fondée sur la religion. En vertu de cette loi, les groupes religieux doivent se faire enregistrer comme associations cultuelles par la préfecture du département où ils ont leur siège et fournir un certain nombre d'informations sur leur gestion et leur financement afin de bénéficier d'une exonération fiscale et d'être reconnus officiellement.

Le gouvernement a modifié sa façon de mettre en garde le public contre certains cultes minoritaires qu'il considère comme des sectes. En 1996, une commission parlementaire avait identifié 173 groupes comme des sectes, notamment les Témoins de Jéovah, l'Institut théologique de Nîmes (centre d'enseignement évangélique de la Bible chrétienne) et l'Eglise de scientologie. En mai, l'ancien Premier Ministre Jean-Pierre Raffarin a

publié une circulaire indiquant que cette liste ne devait plus servir à repérer les sectes et que le gouvernement devait plutôt concentrer ses efforts sur les sectes présentant la plus grande menace, en particulier les groupes « petits, fluides » qui sont « moins facilement identifiables » et qui utilisent l'Internet pour recruter des adeptes. Certains groupes religieux ont salué cette initiative comme un pas en avant, tout en réclamant l'abrogation de circulaires du ministère de la Justice qui insistent sur les mesures répressives à prendre contre les groupes religieux minoritaires.

La Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (MIVILUDES) est chargée de surveiller et d'analyser les activités de certains cultes ou sectes risquant de constituer une menace contre l'ordre public ou de violer la loi, de coordonner les mesures à prendre à leur encontre, d'informer le public des risques potentiels et d'aider les victimes à se faire assister. En janvier, MIVILUDES a publié un guide à l'intention des fonctionnaires pour leur indiquer comment repérer et combattre les sectes « dangereuses ». La loi concernant le droit des malades à refuser un traitement médical est citée plusieurs fois, ainsi que les jugements qui l'invoquent. Certains groupes se sont inquiétés de la mauvaise utilisation que des fonctionnaires trop zélés pourraient faire de ce guide à l'encontre d'organisations religieuses légitimes.

La loi About-Picard de 2001 continue de susciter des inquiétudes. Même si les dispositions permettant de dissoudre des groupes n'ont jamais été appliquées, en novembre 2004, Arnaud Mussy, fondateur et chef spirituel du groupe Néo-Phare, a été condamné pour avoir abusé frauduleusement de l'état d'ignorance et de faiblesse de ses disciples. Mussy prétendait être la réincarnation du Christ et, en 2000, il a fait plusieurs prophéties sur l'imminence de l'Apocalypse. Un de ses disciples s'est suicidé et deux autres ont tenté de le faire, des actes que le tribunal a attribué à l'état d'esprit causé par les manipulations de Mussy. Celui-ci a fait appel du jugement, mais l'affaire n'avait pas été jugée à la fin de l'année.

En mars 2004, suivant les recommandations d'une commission interministérielle créé par le Président de la République pour étudier la laïcité et la place de la religion dans le pays, le gouvernement a adopté une loi interdisant aux membres de l'Education nationale et aux élèves des écoles publiques de porter des signes religieux ostentatoires, et notamment le foulard islamique, la kippa des juifs et les croix de grande taille. En juin 2004, la CEDH a jugé que cette loi ne violait pas la liberté religieuse et elle est entrée en vigueur en septembre 2004. Certains

responsables de communautés chrétiennes, juives, musulmanes et sikh, des groupes de défense des droits de l'homme et quelques gouvernements étrangers ont exprimé des inquiétudes sur les possibilités ouvertes par cette loi à restreindre la liberté religieuse. A la fin de l'année, le ministère de l'Education a annoncé que 44 jeunes musulmanes et trois garçons sikhs avaient été exclus d'écoles publiques pour avoir contrevenu à cette loi ; tous ces élèves se sont apparemment inscrits dans des écoles privées, à des cours par correspondance ou dans des écoles à l'étranger. Un groupe musulman a affirmé que cette loi avait eu un effet négatif sur 806 jeunes filles forcées de choisir entre un changement d'école ou le retrait de leur voile. Selon les médias, sur 13 millions d'élèves, quelque 1 200 musulmanes en âge d'être scolarisées portent le voile. Selon la communauté sikh, sur environ 200 jeunes garçons en âge d'aller à l'école, 85% ont souffert de cette loi.

En septembre, Asma Jahangir, rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies sur la liberté de religion ou de conviction, a dirigé une mission d'enquête en France. Ses conclusions ont été que la loi controversée interdisant les signes religieux ostentatoires à l'école est à « double tranchant » et que les femmes voilées paraissaient être victimes de discrimination. Madame Jahangir a aussi fait preuve d'un optimisme prudent pour les religions minoritaires, en qualifiant la MIVILUDES de « plus équitable » que la commission qui l'avait précédée. Le rapport à l'ONU de Mme Jahangir était attendu pour le début 2006.

Violences sociétales et discrimination

Des membres de la communauté arabo-musulmane ont été victimes de harcèlement et de vandalisme (voir section 5), notamment en Corse. Le gouvernement enquête sur vingt-six sites Internet anti-islamiques, à la recherche de liens possibles avec ces agressions.

Le 11 novembre, une mosquée proche de Lyon a été attaquée, les dégâts ont été minimes. Les 13 et 14 novembre, il y a eu deux tentatives d'attentat à la bombe contre la grande mosquée de Lyon. Le 20 novembre, une mosquée de Fougères, dans l'Est de la France, a fait l'objet de deux attentats à la bombe, mais personne n'a été blessé et la grande salle de prières n'a pas été endommagée. Les dirigeants politiques et religieux ont condamné ces attentats et les autorités enquêtent avec diligence sur leurs auteurs. Selon un avis largement partagé, ces actes auraient été commis par des militants d'extrême-droite pour riposter aux désordres qui se répétaient toutes les nuits à l'époque.

Les représentants de l'Eglise de scientologie ont continué à se plaindre de discrimination sociétale, procédures abusives et autres poursuites pour activités prétendument frauduleuses. Les scientologues ont signalé l'abandon des poursuites engagées par l'un des parents d'une jeune fille inscrite dans une école dispensant leur enseignement après que celle-ci, que les autorités n'autorisaient pas jusque là à quitter le territoire pour aller le suivre dans un autre le pays, eut décidé d'attendre d'avoir dix-huit ans, âge à partir duquel la loi l'autorisera à choisir elle-même de le suivre.

Le 14 décembre, le tribunal de grande instance de Paris a débouté un collectif d'associations qui réclamaient la dissolution de l'Union Nationale des Associations de Défense des Familles et de l'Individu (UNADFI). Ces associations accusaient l'UNADFI, une association financée par l'Etat et spécialisée dans l'information sur les sectes, d'outrepasser régulièrement son rôle informatif pour agir à l'encontre de la liberté religieuse. Mais le tribunal a jugé la procédure abusive et il a condamné les plaignants à verser 15 000 euros de dommages et de frais de justice à l'UNADFI. Les associations ont interjeté appel.

Le 25 février 2004, l'affaire des arriérés d'impôts réclamés aux Témoins de Jéhovah est passée devant la CEDH et le jugement n'était pas encore rendu à la fin de l'année. Les Témoins de Jéhovah affirment avoir été visés par un redressement fiscal punitif et discriminatoire en raison de leur classification parmi les sectes. Les Témoins de Jéhovah se plaignent aussi de ne pas obtenir le permis de construire un lieu de culte dans la ville de Deyvilliers, dans les Vosges. Bien qu'ils aient déposé leur demande le 13 janvier et le 4 mars, ils affirment n'avoir reçu ni réponse ni accusé de réception. Le même groupe signale aussi plusieurs actes de vandalisme commis contre leurs lieux de culte. Le 1^{er} décembre, la Cour d'appel de Paris a annulé un jugement de 2001 en ordonnant au ministère de l'Intérieur de remettre aux Témoins de Jéhovah les documents relatifs au rapport parlementaire de 1996 et de leur verser 1 500 euros de frais de justice.

Dans le rapport annuel qu'elle a remis en mars au Premier Ministre la CNCNDH a indiqué que 1 565 actes racistes et antisémites ont été commis en France en 2004, soit presque le double des incidents recensés en 2003 (833). Le nombre des actes antisémites - agressions physiques, attaques contre les biens, profanations de cimetières, menaces et autres insultes - est passé de 601 en 2003 à 970 en 2004, et celui des incidents en milieu scolaire a presque triplé. On n'a pas signalé de décès imputable à l'antisémitisme depuis 1995, mais trente-six personnes ont été blessées en 2004 au cours

d'agressions antisémites.

On évalue la communauté juive de France à 600 000 personnes. Selon le ministère de l'Intérieur, la police a enregistré 504 incidents à caractère antisémite en 2005 contre 974 en 2004, soit une baisse de 48%. Il y a eu 98 agressions contre les personnes ou contre les biens, alors qu'il y en avait eu 200 en 2004 et 406 menaces contre 774 en 2004. Quarante personnes ont été arrêtées pour avoir commis des délits à caractère antisémite. Le gouvernement attribue ces baisses à plusieurs facteurs : un meilleur dialogue avec la communauté juive, une conscience accrue de ce problème au sein des forces de sécurité et une retombée de la tension israélo-palestinienne. Les autorités ont continué à condamner vigoureusement l'antisémitisme, elles ont renforcé la protection des institutions juives, enquêté sur tous les incidents et elles ont arrêté et poursuivi leurs auteurs quand les preuves étaient suffisantes.

Le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) a ouvert une ligne téléphonique où signaler les menaces proférées contre des juifs. En se fondant sur ses informations et celles du Service de protection de la communauté juive, le CRIF a recensé 95 incidents à caractère antisémite pendant les six premiers mois de l'année contre 590 pour toute l'année 2004. Dans son rapport à la CNCDH, le CRIF a souligné que, si ses chiffres ne correspondaient pas à ceux du gouvernement, c'est que les victimes ne signalent pas toujours ce type d'incident à la fois à la police et au CRIF. En avril, le CRIF a accusé le Comité de bienfaisance et de secours aux Palestiniens (CBSP) d'avoir vendu des cassettes antisémites lors de la réunion annuelle de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF).

En juillet, des bouteilles d'acide ont été jetées dans la cour de récréation d'une école juive par trois élèves d'un autre établissement. Il n'y a pas eu de blessé. Les trois mineurs ont été libérés sous contrôle judiciaire et la procédure ouverte à leur encontre était en cours à la fin de l'année.

Le 18 mai, le gouvernement a approuvé la décision du ministère de l'Intérieur d'interdire le groupe néo-nazi Elsass Korps. Cette dissolution permettra à la fois d'empêcher le groupe d'organiser des réunions publiques et de sanctionner les individus tentant de le reconstituer sous un autre nom.

En mai, la Cour d'appel de Versailles a déclaré les auteurs et l'éditeur de l'article « Israël-Palestine : le cancer », paru en 2002 dans *Le Monde*, coupables de « diffamation raciale » en raison de son contenu antisémite.

Les auteurs de l'article, le sociologue Edgar Morin, l'écrivain Danielle Sallenave et l'eurodéputé Sami Naïr, ainsi que le directeur du *Monde*, Jean-Marie Colombani, ont été condamnés à payer les frais de justice des plaignants et un euro chacun de dommages-intérêts. *Le Monde* a dû publier une rétractation. La décision a suscité une controverse, notamment parce que l'un des auteurs de l'article, Edgar Morin, est juif. Le tribunal de première instance avait débouté les plaignants, jugeant qu'aucun lecteur raisonnable ne prendrait cette critique du Premier Ministre israélien Ariel Sharon et de ses supporters pour une attaque contre tous les juifs, mais la cour d'appel a décidé que trois phrases de l'article violaient la loi Gayssot de 1990 contre le racisme. *Le Monde* et les signataires de l'article se sont pourvus en cassation. Jugement attendu début 2006.

Le 13 juin, un tribunal parisien a ordonné aux opérateurs de bloquer l'accès des internautes français au site de l'organisation révisionniste « Association des Anciens Amateurs de Récits de Guerres et d'Holocaustes » (AAARGH).

Pour plus de détails , voir le rapport sur la liberté religieuse pour l'année 2005.d. Liberté de circulation à l'intérieur du pays, voyages à l'étranger, émigration et rapatriement

Ces droits sont garantis par la loi et, en règle générale, le gouvernement les respecte dans les faits

La loi interdit l'exil forcé et les autorités n'y ont pas eu recours.

La législation exige des personnes exerçant une activité itinérante et disposant d'un domicile fixe qu'elles signent une déclaration, renouvelable périodiquement. Les personnes sans résidence ou domicile fixe doivent être en possession d'un « livret de circulation » et d'autres documents, dont l'un doit être renouvelé tous les trois mois, et ils doivent élire domicile dans une commune de leur choix à des fins administratives. Les membres de la communauté Rom - les plus nombreux à avoir besoin de ce livret - ont protesté contre ces exigences et rapporté qu'ils sont souvent victimes de discrimination de la part des fonctionnaires lors du renouvellement de ces documents.

La loi exige aussi que toutes les municipalités de plus de 5 000 habitants disposent d'un site pouvant accueillir temporairement les gens du voyage. Les représentants des Roms font toutefois observer que seule une sur quatre des communes auxquelles incombe cette obligation dispose réellement d'une aire d'accueil et que, souvent ces sites ne répondent pas aux exigences légales en matière d'infrastructures et de protection de l'environnement.

Selon les Roms, certains maires préfèrent payer une amende plutôt que de créer un tel site. La loi désigne aussi certaines villes où la création d'une aire d'accueil est interdite. Pour compliquer encore les choses, là où il n'y a pas d'aire d'accueil, la loi interdit d'installer sa résidence en dehors des périmètres autorisés.

Protection des réfugiés

Le droit d'asile et le statut de réfugié sont prévus par la loi, conformément à la Convention sur le statut des réfugiés adoptée par l'ONU en 1951 et son protocole de 1967, et le gouvernement a mis en place un système de protection des réfugiés. Dans les faits, les autorités ont protégé ceux-ci contre le « refoulement », c'est-à-dire le renvoi de quelqu'un vers un pays où il risque d'être persécuté. Le gouvernement a accordé l'asile et le statut de réfugié.

Le gouvernement a aussi accordé une protection temporaire à des réfugiés ne pouvant prétendre à ce statut aux termes de la convention onusienne.

En règle générale, même quand elles leur refusait le droit d'asile, les autorités françaises n'ont pas déporté les demandeurs d'asile accompagnés d'enfants.

Le gouvernement a coopéré avec le Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et d'autres organisations humanitaires pour porter assistance aux réfugiés et aux demandeurs d'asile.

Le 2 septembre, l'Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers (ANAFE) a publié un rapport notant qu'il y a aujourd'hui moins d'étrangers maintenus en zone d'attente dans les ports et les aéroports, ajoutant que l'entrée du territoire avait été refusée à 14 291 personnes en 2004, contre 15 498 en 2003 et 20 800 en 2002. L'ANAFE s'est cependant inquiétée des risques d'une action gouvernementale « essentiellement orientée vers un objectif sécuritaire » au détriment d'une politique d'accueil et d'assistance aux étrangers, et notamment aux demandeurs d'asile. Elle a fait état de plaintes pour mauvais traitements infligés à des étrangers dans des zones d'attente, spécialement au moment où on les réembarque dans les avions. L'ANAFE a également critiqué le gouvernement pour avoir placé en zone d'attente des mineurs non accompagnés auxquels il manquait des papiers au lieu de les accueillir tous sans exception, comme le recommandent l'ANAFE et la CNCDH.

Section 3 Respect des droits politiques : le droit des citoyens à changer de gouvernement

La Constitution garantit le droit des citoyens de changer pacifiquement de gouvernement et ils exercent ce droit périodiquement dans le cadre d'élections libres et équitables au suffrage universel.

Les individus sans domicile fixe qui doivent disposer d'un livret de circulation ne peuvent pas participer aux élections municipales pendant les trois premières années de leur rattachement à une commune. Les Roms dénoncent cette disposition comme discriminatoire, puisque les autres citoyens, y compris ceux qui n'ont pas de domicile fixe, ont le droit de voter au bout de six mois de rattachement à une commune.

Elections et participation politique

Les dernières élections législatives et présidentielle remontent à 2002 ; elles ont été libres et équitables.

Les citoyens des territoires de Mayotte, la Polynésie française, Wallis et Futuna et la Nouvelle Calédonie déterminent leur relation juridique et politique avec la France par référendum et, comme les départements français d'outremer, élisent des députés et des sénateurs au parlement français.

En février, 37 des 57 sièges de l'assemblée de Polynésie étaient à renouveler et les élections ont été généralement considérées comme libres et équitables. En novembre 2004, le Conseil d'Etat a annulé les élections qui s'étaient tenues en mai 2004 pour cause d'irrégularités.

Les femmes occupent 129 sièges au Parlement, qui en compte 908 entre ses deux chambres. Six d'entre elles sont ministres au sein d'un cabinet de 32 membres. Elles occupent 48% des sièges de l'ensemble des conseils municipaux, mais seulement 6,7% des postes de maire. Les partis politiques sont tenus de présenter un nombre égal de candidats et de candidates aux élections, avec une latitude de 2%. Un rapport de l'Observatoire de la parité, publié en mars, relève toutefois que les trois principaux partis ont eu à payer des amendes pour avoir enfreint cette disposition lors des élections de 2002.

La loi Informatique et Libertés interdisant au gouvernement de détenir des informations sur les origines raciales ou ethniques de ses citoyens, il n'y a pas de statistiques sur la participation des minorités au gouvernement. Dans l'ensemble, pourtant, les minorités semblent être grandement sous-représentées.

Corruption gouvernementale et transparence

Le 13 mai, un accord est intervenu entre l'UMP et la Mairie de Paris aux

termes duquel le parti de Jacques Chirac s'est engagé à rembourser à la municipalité les salaires qu'elle avait naguère versés à plusieurs personnes qui travaillaient en fait pour le RPR, parti qui s'est depuis fondu dans l'UMP au temps où l'actuel chef de l'Etat était maire de Paris. L'UMP s'est engagée à rembourser quelque 890 000 € en salaires fictifs, frais de justice et intérêts.

Le 30 mai, le Parquet de Paris a ouvert une enquête sur onze Français soupçonnés d'être mêlés à une affaire de corruption dans le cadre du programme d'aide à l'Irak de l'ONU « Pétrole contre nourriture ». L'ancien ministre de l'Intérieur Charles Pasqua et deux ex-diplomates sont au nombre des inculpés.

Le 26 octobre, le tribunal correctionnel de Paris a condamné trois hommes pour corruption dans l'affaire des marchés publics d'Ile-de-France, datant du début des années 1990. Pour se voir confier la reconstruction de lycées parisiens, des entreprises du bâtiment avaient versé 2% de leurs bénéfices aux principaux partis politiques de l'époque, et notamment à l'ex-RPR, au Parti Socialiste et à l'ex-Parti Républicain. La plus grosse part de ces pots-de-vin, soit 70 millions d'euros, était allée au RPR alors présidé par Jacques Chirac.

Une inculpation pour corruption visant le président Chirac est toujours en instance. Toutefois, tant qu'il reste à l'Elysée, le chef de l'Etat est à l'abri de ce type de poursuites.

La loi garantit l'accès du public aux renseignements détenus par l'administration et, dans la pratique, le gouvernement a fait bénéficier de ces dispositions des citoyens et des non-citoyens, y compris des médias étrangers.

Section 4. Attitude du gouvernement concernant les enquêtes internationales et non gouvernementales sur les violations présumées des droits de l'homme

Un large éventail d'organisations de défense des droits de l'homme, françaises et internationales, opèrent librement sur le territoire, enquêtant sur les affaires de violation des droits de l'homme et publiant le résultat de leurs investigations sans ingérence du gouvernement. Les responsables gouvernementaux se sont montrés coopératifs et sensibles à leurs préoccupations.

Section 5. Discrimination, violences sociétales et traite des personnes

Toute discrimination fondée sur la race, le sexe, le handicap, la langue ou le statut social est prohibée par la loi et, en règle générale, le gouvernement respecte ces interdictions. On a cependant relevé des problèmes de violences à l'encontre des femmes et des enfants, de mariages d'enfants, de traite des personnes et de discrimination en fonction de l'appartenance ethnique.

Les femmes

Même s'ils ne sont pas fréquents, il y a eu des cas de violences faites aux femmes. La législation interdit toute violence à l'égard des femmes, y compris entre époux et, dans l'ensemble, le gouvernement fait respecter cette interdiction. En 2003 et 2004, 164 décès de femmes ont pourtant été attribués à des violences conjugales. Les sanctions pour violences conjugales varient en fonction de leur nature, allant de trois ans de prison assortis d'une amende d'environ 45 000 euros jusqu'à vingt ans de prison. Le gouvernement a soutenu et financé des programmes pour les femmes victimes de violences, notamment des refuges, un accompagnement social et psychologique et des numéros verts. Plusieurs ONG ont également aidé les femmes victimes d'abus.

Le viol est illégal, même entre époux et, dans les faits, le gouvernement le sanctionne efficacement. Il y a eu peu de viols. Selon le ministère de l'Intérieur, le nombre des agressions sexuelles a baissé de 9,3%. Le ministère a enregistré 4 412 viols, 4 743 cas d'agressions sexuelles et 16 859 signalements d'abus sexuels pendant l'année. Toutefois, les statistiques du ministère de l'Intérieur ne précisent pas le sexe des victimes. La peine encourue pour viol est de quinze ans d'emprisonnement, peine qui peut s'alourdir en fonction des circonstances du crime (par exemple, l'âge de la victime ou la nature du lien entre le violeur et la victime). Le gouvernement et des ONG ont mis à la disposition des victimes des refuges, une assistance sociale et psychologique et des numéros verts. La presse et les ONG ont fait état d'une « atmosphère répressive » à l'égard des femmes qui régnerait dans certaines banlieues parisiennes où les Maghrébins sont majoritaires. On rapporte des actes d'intimidation, allant de l'insulte aux agressions physiques et au viol, de la part d'hommes de ces banlieues contre les femmes qui ne respectent pas leurs coutumes.

En 2003, le Haut Conseil à l'intégration (HCI) a publié un rapport indiquant qu'environ 35 000 femmes, originaires pour la plupart d'Afrique, d'Asie et du Moyen Orient, étaient victimes de mutilations génitales. L'excision est illégale et la peine encourue peut aller jusqu'à vingt ans

de prison. Toutefois, la plupart des mutilations avaient été pratiquées hors de France. Ces cas sont rarement signalés aux autorités, et la plupart sont découverts à l'occasion de la visite médicale scolaire annuelle. Plusieurs ONG luttent contre les mutilations génitales ; elle collaborent avec le gouvernement pour instruire les femmes sur leurs droits.

La prostitution est légale, mais la loi interdit le proxénétisme, c'est-à-dire le fait d'aider la prostitution, d'assister les prostituées, de les entretenir ou de vivre à leurs dépens. Les sollicitations sur la voie publique sont illégales. La législation est appliquée de façon variable, et la prostitution reste un problème. En 2004, il y a eu 943 arrestations et 1 719 condamnations pour proxénétisme. Le nombre plus élevé de condamnations s'explique par le fait que le jugement n'intervient pas toujours la même année que l'arrestation, et parce qu'une même personne peut être condamnée sous plusieurs chefs d'inculpation.

En mars, l'Office Central pour la Répression de la Traite des Etres Humains (OCRTEH) a lancé un grand coup de filet contre les proxénètes et procédé à vingt et une arrestations en cinq jours. Cinq des personnes arrêtées ont été condamnées à des peines de prison quelques jours à peine après leur arrestation, tandis que d'autres étaient encore soumises à des interrogatoires. Les statistiques préliminaires du ministère de l'Intérieur révèlent que la police a arrêté 897 personnes pour proxénétisme entre janvier et octobre.

Les autorités font état d'une baisse dans le nombre des prostitués qui serait due à l'entrée en vigueur de la loi sur la sécurité intérieure. Toutefois, selon les ONG, les changements intervenus dans la législation n'ont fait que déplacer les prostituées vers d'autres quartiers et les faire sortir à des heures plus tardives, plutôt que de réduire le nombre réel de prostituées.

La traite des femmes à des fins sexuelles était aussi un problème (voir section 5, Traite). Une agence gouvernementale, l'OCRETH, s'occupe de la traite des femmes, de la prostitution et du proxénétisme.

Le tourisme sexuel dans d'autres pays posait un problème que le gouvernement a tenté de régler. La loi comporte des dispositions extraterritoriales en vertu desquelles la législation française s'applique aux actes sexuels déviants commis à l'étranger par des citoyens ou même des résidents de France.

Le 20 octobre, lors d'un conseil du tourisme européen, le ministre français Léon Bertrand a proposé une initiative pour relancer la lutte de l'UE

contre l'exploitation sexuelle des enfants dans le tourisme. Paris suggère de porter au niveau européen la charte par laquelle les professionnels du tourisme se sont engagés en France à lutter contre ce fléau ; de créer un groupe de travail informel et un site Internet consacrés au tourisme pédophile afin de faciliter l'échange d'informations et de bonnes pratiques entre les Etats membres de l'UE et de planifier des actions communes avec les pays où les enfants sont victimes de prédateurs sexuels.

Le 20 mai, en effet, les principaux acteurs de la profession ont signé avec le ministre une Charte de protection des droits de l'enfant par laquelle ils se sont engagés à déployer des efforts accrus pour combattre le tourisme pédophile. Par cette charte, les entreprises se sont engagées à entreprendre diverses actions destinées à aider ce combat. Le gouvernement a commencé à passer en revue ces actions en novembre, et elle devraient être soumises à une évaluation annuelle.

En matière d'emploi, toute discrimination fondée sur le sexe des candidats est interdite par la loi, de même que le harcèlement sexuel par un supérieur (mais pas par un égal) sur le lieu de travail. Le problème du harcèlement sexuel ne s'est pas posé souvent. Les lois qui l'interdisent ont fait l'objet d'une large publicité de la part du gouvernement et des ONG et elles sont appliquées effectivement.

La législation confère aux femmes les mêmes droit qu'aux hommes. C'est vrai en matière de droit de la famille et de la propriété ainsi que dans leurs rapports avec le système judiciaire. Le ministère de la Parité et de l'Egalité professionnelle veille au respect des droits des femmes.

A travail égal, la loi exige l'égalité salariale entre hommes et femmes, mais cette exigence n'est souvent pas respectée dans les faits. Les rapports de diverses agences gouvernementales et ONG mettent en évidence que les hommes continuent de gagner plus que les femmes et que le taux de chômage des femmes reste supérieur à celui des hommes. Selon une étude de l'INSEE, les femmes comptent pour moins de 20% des cadres dans le secteur privé et, bien que ce pourcentage passe à 57% dans le secteur public, même là, les femmes sont sous-représentées dans les postes à responsabilité et les postes de direction. Les enfants

Le gouvernement s'est fortement engagé à défendre les droits et le bien-être des enfants ; il a largement financé le système scolaire public et le système médical destiné aux enfants. Un ministère délégué à la Famille supervise la bonne exécution des programmes pour les enfants du gouvernement.

L'enseignement public est gratuit jusqu'à l'âge de 18 ans et obligatoire pour tous les résidents, qu'ils soient citoyens ou non, de 6 à 16 ans. Toutefois, à la suite des troubles dans les banlieues du mois d'octobre, le Premier Ministre a proposé que certains jeunes soient autorisés à quitter l'école à 14 ans pour entrer en apprentissage. Sans être obligatoires, le jardin d'enfants et l'école maternelle sont gratuits et largement ouverts aux enfants de moins de 6 ans. D'après l'INSEE, 100% des enfants de 3 à 13 ans ont fréquenté un établissement scolaire pendant l'année scolaire 2003-2004. Puis ce pourcentage passe à 99,6% et 97,3% pour les adolescents de 14 et 16 ans. La plupart des élèves sont allés jusqu'à la classe de troisième. On ne signale pas de différences entre filles et garçons dans la fréquentation des établissements d'enseignement primaire, secondaire et supérieur.

Le gouvernement fournit une assurance-maladie à tous les résidents, à laquelle filles et garçons ont également droit.

Bien qu'ils aient été peu fréquents, il y a eu des cas d'enfants violentés. Une législation sévère sanctionne les violences infligées aux enfants, particulièrement quand leur auteur est un parent ou eautre personne responsable de l'enfant, et le gouvernement l'applique généralement en poursuivant ceux qui la violent. Toutefois, un rapport de la Commission des droits de l'homme des Nations unies (CDHNU) a critiqué le traitement des cas d'abus sexuels sur des enfants par la justice française et par le groupe de médecins mandaté par le gouvernement.

En octobre, la police a procédé à quinze arrestations et sauvé sept bébés dans le cadre d'une enquête sur un réseau de trafic de nourrissons découvert en 2004. Cinq des personnes arrêtées ont été maintenues en détention. Le réseau était dirigé par une famille Rom de Bulgarie, qui vendait des nourrissons à d'autres familles Rom, à raison de 5 000 à 6 000 euros l'un. L'OCRETH poursuit son enquête en collaboration avec les autorités bulgares. Le chef du réseau devait être mis en examen en vertu de la loi de 2003 sur la traite des personnes.

Le ministère de l'Intérieur a recensé 14 713 cas de viol, harcèlement sexuel ou agression sexuelle contre des mineurs pour l'année 2005, contre 16 791 cas enregistrés en 2004. On a signalé 12 404 cas d'abus, mauvais traitements ou négligence en 2005, contre 11 283 cas comparables en 2004. Le gouvernement a aidé les victimes en leur fournissant du conseil, une assistance financière, des familles d'accueil et des orphelinats, en fonction de leurs besoins. Plusieurs ONG ont aidé les victimes à obtenir justice dans des affaires de mauvais traitements infligés par les parents.

A l'issue du plus grand procès pour pédophilie qu'ait connu le pays, la cour d'assises du Maine-et-Loire a lourdement condamné les principaux responsables du réseau. Sur un total de 65 accusés (39 hommes et 26 femmes), âgés de 23 à 73 ans, tous sauf deux ont été condamnés pour les crimes de proxénétisme, viol et agression sexuelle subis par 45 enfants, le plus souvent les leurs, entre janvier 1999 et février 2002. L'âge des enfants violentés allait de quelques mois à douze ans. Les peines s'échelonnaient entre quelques mois de prison avec sursis jusqu'à 28 ans de réclusion. La cour a même condamné une assistante sociale à une peine de prison d'un an, dont six mois de sursis, pour non-dénonciation de quatre agressions sexuelles ; deux des victimes étaient ses propres filles.

Les mariages d'enfants sont un problème que les autorités ont entrepris de traiter, bien qu'ils soient généralement célébrés à l'étranger. Le rapport publié en 2003 par le Haut conseil à l'intégration (HCI) révèle que quelque 70 000 filles âgées de 10 à 18 ans et originaires principalement d'Afrique, du Nord ou sub-saharienne, et de Turquie risquent un mariage forcé. Les femmes et fillettes concernées peuvent trouver refuge dans des maisons d'accueil et les parents peuvent être poursuivis s'ils imposent un mariage à leur fille sans son consentement. Le gouvernement propose quelques programmes destinés à informer les jeunes filles et femmes sur leurs droits et le HCI juge important de distinguer entre les mariages arrangés et les mariages forcés. Les deux chambres du parlement ont voté un projet de loi harmonisant l'âge autorisé du mariage entre filles et garçons, à 18 ans ; la dernière lecture était prévue pour la fin janvier 2006.

La traite des filles est un problème (voir section 5. Traite)

Traite des personnes

La loi interdit toute traite humaine. Pourtant, il existe un problème de traite de femmes et d'enfants à des fins sexuelles, de travail forcé ou de petite délinquance (voir section 6 c. et 6.d.)

La traite des personnes est passible d'une peine maximale de 7 ans de réclusion et 150 000 euros d'amende. Les individus reconnus coupables d'avoir organisé un réseau d'exploitation des enfants pour les forcer à mendier encourent une peine de 3 à 10 ans de réclusion et une amende de 45 000 euros. Les peines prévues pour la sollicitation d'enfants prostitués vont jusqu'à 10 ans de réclusion. Toutefois, si l'on se réfère aux orientations sur la traite humaine, les peines prononcées dans certaines affaires, notamment de viol, ont été assez légères. Le fait d'exploiter une main d'œuvre étrangère et de soumettre ses employés à des conditions

inhumaines constitue un crime que d'autres lois sanctionnent par des peines allant jusqu'à trois ans de réclusion et des amendes substantielles.

En 2004, la police spécialisée dans la lutte contre les trafiquants d'être humains a procédé à 717 arrestations. Un peu plus de 54,7% des personnes arrêtées étaient des étrangers. 47 réseaux ont été démantelés pendant l'année, soit un tiers de plus que l'année précédente. Les efforts du gouvernement sont jugés de plus en plus efficaces

En février, la police a arrêté un homme et trois complices. Ils étaient soupçonnés d'avoir organisé un réseau d'importation de travestis du Brésil pour les prostituer.

En 2003, la police a arrêté 67 adultes dans un campement proche de Paris et ils ont été inculpés pour avoir organisé l'esclavage sexuel d'enfants kidnappés en Roumanie, amenés en France, violés pour les forcer à obéir et lâchés dans les rues de Paris et de sa banlieue pour voler et se prostituer. Selon la presse, les enfants étaient contraints de gagner au moins deux cents euros par jour sous peine de châtiments corporels sévères. Les trafiquants étaient toujours en prison, en attente d'un procès, à la fin de l'année.

Plusieurs services de maintien de l'ordre sont impliqués dans la lutte contre la traite humaine. Les autorités coopèrent de façon régulière, bilatéralement ou au sein d'institutions internationales telles qu'Europol, aux enquêtes, à la traque et au démantèlement des réseaux de traite. Elles travaillent avec les agents d'autres pays, notamment ceux des pays d'origine des victimes, pour mettre fin à la traite des personnes. Par exemple, en septembre, le ministère des Affaires étrangères a conduit une délégation de personnalités et d'ONG en Roumanie pour un échange sur les meilleures façons de mener la lutte et de renforcer leur collaboration. L'OCRETH a un représentant à l'ambassade de France en Bulgarie. Les polices locales ont également collaboré avec leurs homologues des pays d'origine, et notamment d'Europe de l'Est.

La France est un des pays destinataires de la traite humaine dont les victimes sont principalement des femmes en provenance d'Europe de l'Est, des Balkans, de l'ex-Union soviétique, d'Afrique occidentale et, dans une moindre mesure, d'Amérique latine et centrale, à des fins d'exploitation sexuelle et d'esclavage domestique. La traite de femmes et de filles brésiliennes en vue d'une exploitation sexuelle en Guyane française est aussi un problème. Ce pays est également destinataire d'une traite d'enfants roumains, dont beaucoup sont d'origine Rom.

La police estime que 90% des 15 000 à 18 000 prostituées travaillant en France sont des victimes de la traite humaine, et qu'entre 3 000 et 8 000 enfants sont contraints à la prostitution et au travail forcé, notamment à la mendicité. Dans son rapport 2003, le rapporteur du CDHNU a critiqué le gouvernement pour « sa persistance à nier l'existence et l'étendue de la cruauté sexuelle infligée aux enfants » victimes de traite et il a demandé à la CNCDH de pousser plus loin l'enquête. Sur 900 victimes interrogées pour le rapport 2003, 50 étaient des enfants, majoritairement des Européens de l'Est. Les statistiques préliminaires du ministère de l'Intérieur pour l'année révèlent que neuf des enfants interrogés pourraient avoir été victimes d'un réseau de traite.

Les principaux trafiquants étaient de petits réseaux criminels organisés.

Pour recruter leurs victimes et les garder, les trafiquants ont utilisé la force et la fraude, ils ont confisqué leurs papiers d'identité, les ont isolés culturellement et ils les ont violentés physiquement et psychologiquement. Certaines victimes sont arrivées en France pour y travailler comme prostituées, mais sans savoir qu'elles allaient être victimes d'une traite. Les trafiquants ont kidnappé ou « acheté » des femmes et des fillettes et les ont revendues à des réseaux de prostitution basés dans les Balkans, qui ont fait entrer les victimes clandestinement en France. Les ONG et la police qualifient la majorité de ces trafiquants de « micro-réseaux de traite » composés à la fois de Français et d'étrangers.

Les trafiquants d'enfants roumains d'ascendance Rom utilisent traditionnellement leurs victimes pour mendier ou voler, mais de plus en plus d'enfants se voient dirigés, de gré ou de force, vers la prostitution.

Le gouvernement a accordé un permis temporaire de résidence à 204 femmes en vertu du programme de protection mis en place en 2003 pour aider les victimes d'un trafic qui choisissent de coopérer avec la police et la justice. Onze de ces femmes ont pu renouveler ce permis. Les victimes qui ont refusé de collaborer avec les autorités ont été traitées comme des immigrants clandestins et certaines d'entre elles, peu nombreuses, ont été placées en détention ou déportées.

Le gouvernement a continué de cacher les victimes et de les diriger vers des centres d'aide et de conseil, et vers des refuges où elles bénéficient de tous les services. Dans l'octroi aux victimes de permis temporaires et renouvelables de résidence, les autorités tiennent compte, non seulement de leur degré de coopération avec la police, mais aussi de leurs besoins. Partant du principe que les enfants qui sont victimes de trafiquants sont

en danger, le gouvernement les place immédiatement dans un refuge avant de prendre une décision au mieux de leurs intérêts.

Plusieurs ONG s'occupent de la traite des personnes et de la prostitution. L'aide sociale à l'enfance et la sécurité sociale ont pris en charge et aidé les victimes de moins de 22 ans.

Personnes handicapées

Toute discrimination à l'encontre de personnes souffrant d'un handicap, physique ou mental, est interdite par la loi, que ce soit en matière d'emploi, d'éducation, d'accès aux services de santé ou au bénéfice de tout autre service de l'Etat, et le gouvernement fait respecter cette interdiction dans les faits.

Les nouvelles constructions ont l'obligation légale d'être accessibles aux personnes handicapés, ce qui n'est cependant pas le cas de nombreux immeubles anciens et transports publics. Le 1^{er} septembre, la cour d'appel de Poitiers a confirmé un jugement de 2003 qui avait condamné à 10 000 euros d'amende un cinéma n'offrant pas d'accès aux personnes handicapées. Les deux plaignants en chaise roulante se sont vus accorder deux mille euros chacun de dommages-intérêts. Dans une deuxième affaire, datant de 2003, et qui était encore en instance à la fin de l'année, le ministère de la Justice est accusé de ne pas être en conformité avec la législation sur l'accès aux handicapés.

Près de 28% des personnes handicapées sont au chômage, soit à peu près trois fois plus que la moyenne nationale. Une loi de 1987 exige des entreprises employant plus de vingt salariés qu'elles s'assurent que 6% de leurs emplois sont occupés par des handicapés, faute de quoi, elles devront payer une amende à une association qui aide les handicapés à trouver un emploi. Cependant, beaucoup d'entreprises ont avoué ne pas être au courant de cette obligation et, dans les entreprises visées par cette loi, le taux moyen d'emploi des personnes souffrant d'un handicap est d'environ 4%.

Le 11 février, le parlement a adopté une loi au profit des personnes handicapées. L'objectif déclaré de cette loi est de les compenser pour les conséquences de leur handicap, de promouvoir leur participation à la vie de la société dans son ensemble en garantissant leur accès aux immeubles comme à l'éducation et à l'emploi, et de les associer au processus de décision sur les sujets qui les concernent. La loi a pour effet d'alourdir les amendes infligées aux entreprises qui ne respectent pas leur obligation légale vis-à-vis des handicapés, en contraignant celles qui n'auront pas fait d'efforts significatifs en ce sens dans les trois ans à payer une

amende égale à 1 500 fois le salaire minimum. En outre, des centres vont être créés dans tous les départements pour assister les personnes souffrant d'un handicap à obtenir des compensations ou à trouver un emploi. Beaucoup de ces dispositions devaient entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2006.

Minorités nationales, raciales et ethniques

L'hostilité aux immigrés a entraîné quelques cas de violence et de discrimination, parmi lesquels plusieurs agressions à l'encontre de membres des communautés arabo-musulmane et africaine, toutes les deux importantes. Les statistiques du ministère de l'Intérieur font état d'une baisse des agressions racistes et xénophobes au cours de l'année. 470 agressions ont été enregistrées en 2005, soit une baisse de 21% par rapport aux 600 incidents recensés en 2004.

D'après la CNCDH, 595 actes racistes ont été enregistrés en 2004, en forte hausse par rapport aux 232 incidents survenus en 2003. Des extrémistes de droite étaient responsables de 18% des incidents enregistrés en 2003. Mais 2004 a été marqué par un regain d'activité de l'extrême-droite, à laquelle on attribue 30% des agressions racistes et anti-immigrés. La CNCDH a remarqué un changement, notant que ces extrémistes visent les individus d'origine arabo-musulmane (292 agressions) plus souvent que les juifs (169 incidents).

Le 15 février, la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance du Conseil de l'Europe a noté dans son rapport que les Roms vivant en France risquent d'être particulièrement vulnérables au racisme, à l'intolérance et à la discrimination.

En juin, le premier ministre a créé le poste de ministre délégué à la Promotion de l'Égalité des chances et nommé Azouz Begag pour le remplir. Écrivain et professeur d'université, Begag est issu d'une famille immigrée d'Afrique du Nord et il a grandi dans une banlieue pauvre de Lyon. Le nouveau ministre a placé en tête de ses priorités la lutte contre la discrimination et la fourniture aux minorités d'un meilleur accès à l'éducation et à l'emploi. Il suggère de contourner l'interdiction faite par la Constitution de collecter des données sur la race ou la religion en incluant dans le recensement des questions sur le lieu de naissance et la nationalité des parents et des grands-parents, et ce afin d'offrir aux entreprises et aux universités un portrait fidèle de la population pour qu'elles reflètent mieux sa diversité dans leur composition.

Le 27 octobre, deux jeunes garçons se sont électrocutés et un troisième s'est gravement blessé en se cachant dans un générateur parce qu'ils se

croyaient poursuivis par la police. Cet incident a déclenché trois semaines de troubles de rue. Ils ont débuté dans les banlieues entourant Paris où habite une grande concentration de population immigrée vivant dans des conditions d'habitation difficiles, et où règne un fort taux de chômage, puis ils se sont étendus à quelques trois cents communes à travers la France. En tout, 10 346 véhicules ont été brûlés au cours des affrontements, 233 bâtiments publics et 74 immeubles privés ont été endommagés ou détruits par des bandes de jeunes. De nombreux observateurs, y compris des responsables politiques, ont souligné que, depuis plusieurs dizaines d'années, les populations immigrées sont victimes d'une mauvaise intégration et de discrimination sociétale, ce qui a alimenté la frustration des auteurs de violences.

Dans l'ensemble les forces de l'ordre ont riposté avec professionnalisme et modération pendant les troubles d'octobre et novembre (voir section 5), et aucune mort directe ne leur a été attribuée. Au plus fort des troubles, 11 500 policiers étaient déployés pour combattre les violences nocturnes. Cependant, huit policiers ont été suspendus pour avoir frappé, le 7 novembre, un jeune homme de 19 ans au cours d'une émeute en banlieue. A la fin de l'année, une enquête avait été ouverte sur deux officiers de police accusés d'avoir fait usage de « coups illégitimes » en tentant d'appréhender le jeune homme qui jetait des bouteilles sur les policiers. Les six autres policiers étaient considérés comme d'éventuels témoins de l'incident.

Les actes de violences dirigés contre les immigrés ont continué de poser problème, notamment en Corse. Le gouvernement a condamné ces actions et pris des mesures pour y mettre fin. Ces agressions ont poussé quelques familles à quitter la Corse pour la France continentale ou pour leur pays d'origine.

Les groupes de défense des immigrés ont continué de dénoncer une loi de 2003 visant à limiter l'immigration clandestine et garantir la déportation des clandestins, l'accusant d'être trop sévère et d'encourager la discrimination à l'encontre des étrangers.

Le 2 août, Joël Damman, condamné à 25 ans de réclusion pour avoir tué un jeune homme d'origine marocaine âgé de 17 ans en 2002, a reconnu lors de son procès : « A l'époque, j'étais raciste ».

Le gouvernement a essayé de traiter le problème des discriminations à l'encontre des minorités. Certaines ONG affirment qu'une sélection raciste à l'embauche prive les candidats d'origine africaine, nord-africaine,

levantine et asiatique d'un égal accès à l'emploi et elles cherchent à sensibiliser le public à ce problème.

Le 14 novembre, le chef de l'Etat a tacitement reconnu le problème de la discrimination dans une déclaration aux Français : « Combien de *curriculum vitae* passent encore à la corbeille en raison du nom ou de l'adresse de l'intéressé ? », a-t-il demandé. D'après une étude, le CV d'un candidat dont le nom est à consonance nord-africaine a cinq fois moins de chances de lui obtenir un entretien d'embauche qu'un CV portant un nom français classique.

Un rapport remis en septembre au ministre du Travail par une commission nommée par le gouvernement conclut que la discrimination dans le travail « est largement pratiquée en toute impunité », principalement contre les gens originaires de l'Afrique, du Nord et sub-saharienne. La commission souligne que l'origine ethnique, qu'elle soit révélée par le nom, l'apparence physique ou même l'adresse, est souvent à l'origine d'une discrimination à l'embauche, quelles que soient les qualifications professionnelles, éducatives ou autres, d'un candidat. La législation anti-discrimination n'a pas amélioré les choses, note aussi ce rapport.

En juin, le gouvernement a créé un organisme indépendant, la Haute autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Egalité (HALDE), en invitant les citoyens à lui signaler les cas de discrimination. Cette instance peut notamment exiger l'ouverture d'une enquête sur les pratiques d'une administration en particulier et agir en justice au nom des victimes de discrimination contre les entreprises concernées.

Le procès de onze portiers de boîte de nuits de Lyon poursuivis pour discrimination était en cours à la fin de l'année.

Le ministère du Travail et une ONG, le Groupe d'étude et de lutte contre les discriminations, ont mis en place une ligne téléphonique à l'intention des victimes de discrimination. Le gouvernement a tenté de combattre le racisme et la discrimination en informant le public et en organisant la collaboration entre les responsables locaux, la police et des groupes de citoyens. Dans certaines écoles publiques, des programmes éducatifs contre la discrimination ont été proposés aux élèves.

Autres formes de violence et de discrimination

Quelques cas isolés de violences dirigées contre des homosexuels ont été recensés, mais les autorités ont poursuivi et sanctionné leurs auteurs.

Section 6 Droits des travailleurs

a. Le droit d'association

La Constitution garantit aux travailleurs le droit de former et d'adhérer aux syndicats de leur choix sans autorisation préalable ni conditions excessives, et les travailleurs exercent bien ce droit dans les faits. Environ 7% de la main d'œuvre est syndiquée.

b. Le droit de s'organiser et de négocier collectivement

La loi autorise les syndicats à remplir leur mission sans ingérence et, dans les faits, le gouvernement garantit ce droit. Le droit de négocier collectivement est prévu par la loi et les travailleurs l'ont exercé librement. Des conventions collectives régissent environ 90% des emplois. La grande majorité des travailleurs, y compris les fonctionnaires, jouissent du droit de grève, sauf lorsque la sécurité publique est menacée, et ils l'exercent dans le cadre légal. Il n'existe pas de lois particulières ni d'exceptions à la législation du travail pour les trois zones de transit.

c. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

La loi interdit le travail forcé ou obligatoire, notamment des enfants. Pourtant, quelques cas ont été signalés (voir section 5).

La presse a évoqué des cas d'immigrés sans papiers travaillant dans des conditions indignes et payés des salaires de misère. Leur nombre n'est pas connu. Ces cas se produisent souvent à l'intérieur d'une communauté d'immigrants. Les ateliers clandestins sont rares, les autorités faisant efficacement respecter la législation du travail, et de tels abus alimentent surtout l'économie clandestine.

Il y a eu des cas d'esclavage ou de travail forcé d'enfants. Selon la police, entre 3 000 et 8 000 mineurs seraient ainsi contraints à la prostitution et à des « travaux » tels que la mendicité.

Une législation sévère sanctionne la traite des personnes pour en faire des esclaves domestiques et le Comité contre l'esclavage moderne (CCEM) a signalé des cas d'esclavage aux autorités pour qu'elles les sanctionnent.

En mai, la CEDH a jugé que, en violation de la Convention européenne des droits de l'homme, l'Etat n'avait pas fourni à une jeune Togolaise vivant à Paris une protection efficace contre la servitude forcée. Le gouvernement a été condamné à lui verser 26 000 euros. La jeune femme était âgée de 27

ans ; elle avait été amenée en France en janvier 1994, alors qu'elle avait quinze ans, par une Française d'origine togolaise. Entre octobre 1994 et la mi-1998, son passeport lui ayant été confisqué, elle avait travaillé quinze heures par jour sans être payée pour un couple français, sans jour de congé ni permission de sortie autre que celle d'aller à la messe. Elle dormait sur un matelas à même le sol dans la chambre des enfants du couple. En juillet 1998, la jeune Togolaise s'est confiée à une voisine qui a alerté le CCEM, qui a saisi les autorités. La CEDH a noté que le gouvernement avait, depuis, renforcé la législation.

d. Interdiction du travail des enfants et âge minimum pour travailler

Le gouvernement a bien fait respecter les protections légales et administratives des enfants contre l'exploitation et le travail forcé. A l'exception de quelques jeunes en apprentissage ou dans l'industrie du spectacle, les enfants de moins de seize ans n'ont pas le droit de travailler. En règle générale, il est interdit d'employer des mineurs pour des tâches considérées comme ardues ou de les faire travailler entre 22 heures et 5 heures du matin.

Ce sont les visites périodiques d'inspecteurs du travail dotés de l'autorité de poursuivre les employeurs en justice pour infraction à la législation du travail qui permettent faire respecter l'interdiction du travail des enfants.

La traite des enfants est un problème (voir section 5)

e. Conditions de travail acceptables

Le salaire minimum garanti à l'échelon national était de 8,03 euros de l'heure, c'est-à-dire suffisant pour assurer une vie décente à un salarié et à sa famille. Le respect du salaire minimum est contrôlé par le ministère du Travail.

La semaine officielle de travail est de 35 heures. Toutefois, dans certains secteurs de l'industrie, le gouvernement a autorisé des heures supplémentaires qui peuvent aboutir à une semaine ouvrée de 39 heures. Les heures supplémentaires sont limitées à 180 par an. Les plafonds à ne pas dépasser sont fixés à dix heures par jour, quarante-huit heures par semaine ou une moyenne de quarante-quatre heures hebdomadaires sur une période de douze semaines. Un repos minimum de onze heures par jour est garanti, ainsi qu'une période de repos hebdomadaire d'au moins 24 heures en plus du repos quotidien. Les employeurs sont tenus d'accorder à leurs employés une pause d'au moins vingt minutes pour six heures travaillées. Les heures

supplémentaires sont payées plus cher. Ces exigences sont respectées dans les faits.

La loi fixe aussi des normes minimales en matière sanitaire et de sécurité sur le lieu de travail. Le ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité est responsable de l'application de ces règles et les fait respecter. Les ouvriers ont le droit de quitter un lieu où leur santé ou leur sécurité est menacée sans risque de perdre leur emploi et le gouvernement garantit le respect de ce droit dans les faits.